

dfi analyse

De quelle Europe parlons-nous? Une comparaison des différents discours sur l'Europe – page 1

dfi information

L'enseignement bilingue franco-allemand : un exemple phare dans le paysage éducatif allemand – page 3

Changement de personnel au bureau parisien du dfi – page 4

Une gestion réussie de la politique de l'intégration. Consultations des Maires de France et d'Allemagne les 15 et 16 mars 2007 à Stuttgart – page 5

La participation des jeunes des quartiers sensibles : un échange entre des jeunes de Strasbourg et de Stuttgart – page 6

dfi service

Les revues et annuaires de la « Frankreich-Bibliothek » répertoriés dans la base de données nationale ZDB – page 6

Compte-rendu de l'ouvrage : « Frankreichs Staatspräsident in der politischen Kommunikation » – page 7

L'ouverture des frontières entre les Etats nations – un objectif important de la jeunesse pro-européenne dans l'Europe de l'Ouest d'après-guerre (Source: Internet).

De quelle Europe parlons-nous? Une comparaison des différents discours sur l'Europe

dfi analyse La campagne électorale française l'a de nouveau montré: le discours politique sur l'Europe est confiné au cadre national et aucun des candidats à l'élection présidentielle ne s'est véritablement intéressé aux enjeux proprement européens. Il fut bien plus question de « la place de la France » dans cette Europe perçue comme « autre », réduite en permanence à la lointaine et abstraite « Bruxelles ». Toutefois, ne nous empressons pas d'en conclure qu'il règne en France plus de patriotisme et de méfiance à l'égard de l'Europe que dans n'importe quel autre pays. Dans tous les Etats membres de l'Union européenne, les discours sur l'Europe sont fortement empreints de considérations nationales, quand ils ne sont pas totalement déterminés par la seule logique nationale.

des contextes nationaux et historiques différents, certains concepts apparemment identiques pouvaient faire l'objet d'une lecture et de perceptions tout à fait divergentes. La difficulté à lancer un véritable dialogue transnational sur l'histoire, l'état actuel et les perspectives de ce projet unique au monde qu'est la construction européenne est en partie liée à la différence de sémantique et aux connotations particulières que prennent certains concepts clés dans chacun des Etats membres. D'ailleurs, le problème n'est pas la pluralité linguistique de l'Europe qu'il est courant de fustiger en sous-main. Bien au contraire, car, pour celui dont le travail quotidien est de traduire, il va de soi que chaque mot, chaque concept est chargé d'un poids et d'un sens particulier. L'emploi, aujourd'hui très répandu, de l'anglais international présente certes l'avantage de permettre la communication sur des sujets ordinaires sans

entraîner trop de problèmes techniques, mais il n'aide en rien lorsqu'il s'agit de s'entendre sur des questions de fond.

Ainsi, eu égard à ce constat, force est d'admettre que, pour pouvoir construire un avenir commun, l'Europe ne peut se passer ni d'un dialogue sur ses finalités ni de la compréhension réciproque des différentes émotions, oppositions, préoccupations, attentes et espoirs qu'elle nourrit au sein de ses membres. L'analyse des discours politiques sur l'Europe dans les Etats membres est une étape nécessaire et une contribution importante en vue



de l'émergence d'un débat transnational sur l'Europe. Il y a plus de deux ans, le dfi, en coopération avec la Fondation ASKO-EUROPA, a créé un groupe de travail, composé de chercheurs, dans leur majorité en début de carrière, originaires

de l'émergence d'un débat transnational sur l'Europe.

Il y a plus de deux ans, le dfi, en coopération avec la Fondation ASKO-EUROPA, a créé un groupe de travail, composé de chercheurs, dans leur majorité en début de carrière, originaires

Lire la suite à la page 2

Suite de la page 1

de cinq pays différents, qui a pour mission de mener une enquête sur les discours sur l'Europe dans divers pays européens et d'analyser les conditions d'un approfondissement de la compréhension mutuelle. Les pays ayant fait l'objet d'une analyse sont : l'Allemagne, la France, l'Italie, l'Espagne, le Royaume-Uni, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque. De plus, le groupe de travail s'est penché sur la présentation que les institutions communautaires font d'elles-mêmes, sur le débat en France et en Allemagne au sujet de l'entrée de la Turquie dans l'UE et, enfin, sur l'image de l'Europe aux Etats-Unis. Dans le cadre de cette recherche, une étude approfondie des structures narratives et des concepts clés récurrents dans la presse et dans les discours politiques les plus importants de ce début de XXI^e siècle a été réalisée. Lorsque cela fut nécessaire, les données qualitatives recueillies ont été complétées par des statistiques fournies par les sondages Eurobaromètre. Ces travaux seront publiés à l'automne 2007 dans un recueil de la collection « Denkart Europa » de la Fondation ASKO-EUROPA. Ci-dessous, quelques éléments essentiels et résultats de cette enquête.

Leitmotif du discours sur l'Europe dans les pays d'Europe occidentale

Depuis 1951, la coopération entre les Etats d'Europe de l'Ouest et le rapprochement qui s'ensuivit permirent peu à peu l'émergence de perceptions communes. Le projet européen, conçu sur les ruines de et en réaction à la Seconde Guerre mondiale et à l'Holocauste, fut porté, dans un premier temps, par des Etats d'Europe occidentale que la confrontation des blocs depuis le début de la guerre froide avait déjà contribué à rapprocher et qui s'accordèrent pour pacifier l'Europe et surmonter ensemble la terreur nazie, brandissant les slogans « plus jamais de guerre entre les Etats membres » ou « plus jamais de barbarie sur notre sol » et donnant ainsi son mythe fondateur au projet.

Toutefois, de nombreuses années s'écoulèrent avant que suffisamment de confiance et d'expérience commune ne lie véritablement les Etats membres et qu'il ne soit possible de parler des douloureux passés nationaux de la première moitié du XX^e siècle. Entre le moment de la capitulation sans condition de l'Allemagne et celui de la reconnaissance d'une responsabilité collective face à la Shoah, un long chemin a été parcouru. Ce qui était encore impensable il y a cinquante ans ne l'est plus aujourd'hui : malgré toutes les différences dans les conceptions de leur histoire nationale, les Etats d'Europe occi-

dentale n'hésitent plus à parler d'une responsabilité européenne partagée vis-à-vis des guerres et des barbaries du XX^e siècle. A côté de ce mythe fondateur qui unit les Etats d'Europe occidentale et qui, en même temps, fixe l'objectif politique le plus important du processus d'intégration européenne, il faut mentionner un second élément qui pourrait relever d'un discours sur l'Europe de dimension vraiment transnationale : le recul du nationalisme. Du point de vue des Alliés et des Allemands, il ne faisait aucun doute que, après toutes ces années où le régime nazi fut au pouvoir, seul un solide processus d'intégration européenne permettrait de mettre un terme au patriotisme allemand, ou tout au moins de lui faire perdre ses composantes menaçantes, en favorisant sa dissolution par l'éveil d'un sentiment européen plus fort. Le développement d'un puissant mouvement pro-européen en Espagne, après la fin du régime de Franco, s'explique également de cette façon.

Dans le contexte français, la corrélation entre l'émergence d'un discours commun sur l'Europe et le recul du nationalisme semble moins évidente à établir. La pensée républicaine française, qui a ses racines dans l'esprit universaliste du XVIII^e siècle, ne s'est pas matérialisée, de manière générale, par un discours patriotique violent. Il est donc d'autant plus surprenant qu'aussi bien François Mitterrand que Jacques Chirac aient mis en garde contre les possibles effets néfastes du patriotisme français sur et en Europe. A ce sujet, les propos de François Mitterrand dans son dernier discours devant le Parlement européen en janvier 1995 sont particulièrement éloquentes. Avec des mots très personnels, il rapporta une observation qu'il avait faite alors qu'il se trouvait dans une prison allemande du Bade-Wurtemberg, à savoir que « les Allemands avec lesquels je parlais ... aimaient mieux la France que nous n'aimions l'Allemagne ». Et Mitterrand d'ajouter : « Il faut vaincre ses préjugés. Ce que je vous demande là est presque impossible, car il faut vaincre notre histoire. Et pourtant, si on ne la vainc pas, il faut savoir qu'une règle s'imposera, Mesdames et Messieurs : le nationalisme, c'est la guerre !

Le défi de l'élargissement de l'UE aux pays d'Europe centrale et orientale

Mais les références communes que les Etats d'Europe occidentale sont parvenus à établir au prix de nombreux efforts et d'un long travail de coopération dans le cadre du processus d'intégration européenne ne pouvaient pas, après la chute du mur de Berlin et du rideau de fer, être transposées telles quelles à la nouvelle situation



Dans les pays d'Europe de l'Est, à la différence des pays d'Europe occidentale, la fervente nationale est liée aux idéaux de liberté et de démocratie. Sur la photo, des manifestants brandissant le drapeau hongrois devant la statue du Général Józef Bem, héros du soulèvement national de 1848, lors de la révolution de 1956 (Source: Internet).

en Europe ni jouaient le même rôle. Quarante années d'histoire séparent les deux parties de l'Europe. Certes, les pays d'Europe de l'Est ont également lutté contre le régime nazi, mais ils ont ensuite été confrontés à la longue occupation de leur territoire par les troupes soviétiques. Alors que les pays d'Europe occidentale posaient les fondements d'un processus d'intégration européenne et avaient entamé tout un travail de réflexion sur leur histoire commune, les pays de l'Est devaient faire face à la domination étrangère et se battre sans relâche et en courant d'importants risques pour recouvrer leur liberté. Aussi n'est-il pas un hasard si certaines fractures discursives qui se dessinent parfois au sein de l'Union européenne coïncident avec les anciennes frontières entre les blocs de l'Est et de l'Ouest. Déjà le concept « Europe » n'est pas aussi clair qu'il n'est coutume de le penser. Au moment de l'entrée des nouveaux Etats membres dans l'Union européenne, les hommes politiques et les journalistes de la presse influente d'Europe occidentale parlèrent majoritairement du « retour » des pays d'Europe centrale et orientale au premier-plan de la scène européenne. Mais que signifie l'idée de retour pour celui qui n'a jamais quitté l'Europe ? Quand l'Europe est perçue comme autre chose qu'un simple projet politico-administratif ? Quand par « Europe » on veut avant tout désigner cette entité culturelle à laquelle de nombreux pays, peuples et communautés linguistiques ont appartenu, une entité dont les contours ne sont pas ceux d'un Etat et dont l'origine est bien plus ancienne que le projet politique lancé après la Seconde Guerre mondiale ? Il ne faut pas oublier que, dans ces pays, une partie de la résistance aux régimes communistes reposait sur cette tradition porteuse des valeurs

Lire la suite à la page 3

Suite de la page 2

européennes essentielles comme la tolérance, la liberté de pensée et la dignité de l'être humain. Celui qui souhaite parler de et sur l'Europe, en étant fidèle à sa situation actuelle et dans des termes acceptables pour le plus grand nombre d'Etats membres, ne saurait faire l'épargne d'une réflexion sur la complexité et l'ambiguïté du concept même d'Europe. Pour les Etats membres de la première heure, cela revient à accepter le même droit pour tous les Etats membres, quels que soient l'importance de leur PIB, leur taille et leur âge, à revendiquer leur appartenance à l'Europe des valeurs. A cette occasion, il faut saluer l'habileté d'Angela Merkel qui, dans son discours devant le Parlement européen lors de sa prise de fonction à la présidence de l'Union européenne en janvier 2007, a évoqué cette complexité et cette pluralité de sens que porte en soi le seul terme « Europe ».

Un autre concept névralgique est capable de créer une fracture entre l'Est et l'Ouest : celui de nation et la doctrine qui en découle, le nationalisme. S'il semble possible d'affirmer de manière assez consensuelle, comme François Mitterrand, qu'en Allemagne et dans la plupart des pays d'Europe occidentale, « le nationalisme, c'est la guerre ! », cette corrélation est tout à fait contestable dans le cas des nouveaux Etats membres. L'usage du terme de nationalisme que l'on observe en République tchèque, pour ne prendre que l'exemple de ce pays (mais des constats similaires ont pu être faits dans le cas de la Polo-

gne) n'est pas associé à un contexte d'agression mais plutôt à celui du combat pour l'avènement de la démocratie, selon l'idée : « le nationalisme, c'est la démocratie ». L'affirmation du fait national et la défense de la démocratie récemment instaurée sont une seule et même chose. Les références historiques et même actuelles à la nation ne revêtent pas le même sens dans les anciens et les nouveaux Etats membres de l'UE : tandis que, pour les pays de l'Europe de l'Ouest, le projet politique d'intégration européenne renvoie directement à la volonté de garantir la paix en Europe, pour les pays d'Europe de l'Est, Bruxelles fait figure de « Moloch » administratif, un peu à l'instar de l'ancienne puissance occupante. Une autre brèche sépare les anciens Etats membres de l'UE des nouveaux et concerne leurs attentes respectives vis-à-vis des institutions communautaires. Alors que les sociétés d'abondance de l'Europe occidentale, et parmi elles les vieilles nations industrielles que sont la France et l'Allemagne, ont plutôt tendance à vouloir privilégier l'idée d'approvisionnement et de protection, pour les nouveaux Etats membres, l'UE est avant tout chargée de garantir les conditions du maintien de la stabilité politique (assurer la paix et le respect de la démocratie). Dans ce contexte, le concept de liberté signifie également le droit d'organiser librement la société à l'intérieur des frontières nationales, dans le respect de la liberté de l'individu, c'est-à-dire en se voyant confier davantage de marges de manœuvre et de responsabilités.

Ces quelques exemples donnent un premier aperçu de la difficulté à se comprendre dans une Europe de 27 Etats membres, une difficulté qui ne nécessite en aucun cas l'uniformisation des langues ou l'homogénéisation des histoires nationales pour être surmontée. Il s'agit plutôt de reconnaître que le projet d'intégration européenne ne pourra pas progresser sans que ses principes et ses concepts de base ne soient débattus au sein d'un espace de discussion proprement européen, et d'agir en conséquence de façon réfléchie et dans le respect de chacun. Timothy Gordon Ash, l'une des voix britanniques les plus importantes dans le débat sur l'Europe, a très bien résumé cette situation dans un bref article pour le « Prospect Magazine » (n° 131 / février 2007): « Europe has lost the plot. [...] Europe no longer knows what story it wants to tell. A shared political narrative sustained the postwar project of (west) European integration for three generations, but it has fallen apart since the end of the cold war. » Si l'objectif est d'éviter qu'une division mentale ne coupe l'Union européenne en deux, il est tout aussi important pour l'évolution des discours sur l'Europe dans les années à venir de faire quelques pas en arrière et de réfléchir à quelques objectifs centraux que d'affirmer que d'autres voix dans les nouveaux Etats membres doivent pouvoir se faire entendre sur la scène européenne. Mais ce processus sera long et demandera des efforts.

Frank Baasner • baasner@dfi.de

dfi information

L'enseignement bilingue franco-allemand : un exemple phare dans le paysage éducatif allemand

Plus de quatre-vingts personnes, parents, acteurs politiques, représentants des milieux scolaire et scientifique, répondirent à l'invitation lancée par la Fédération des lycées à section bilingue franco-allemande en Allemagne (AG Franz-Biling), la Haute Ecole Pédagogique de Fribourg (PH Freiburg) et le dfi, et assistèrent à la présentation publique du recueil « Bilingualer Unterricht in der Zielsprache Französisch » (cf. le paragraphe qui lui est consacré ci-dessous), qui eut lieu le 25 avril dans les locaux du secrétariat de la Conférence permanente des ministres de l'enseignement et des affaires culturelles des Länder de la République fédérale d'Allemagne (KMK) à Bonn.

Une table ronde, consacrée au développement et aux perspectives de l'enseignement bilingue

franco-allemand et réunissant nombre d'acteurs issus des secteurs éducatif, politique, économique et scientifique, constitua le moment fort de cette journée, entrecoupée d'entractes musicaux assurés par des élèves des lycées Friedrich-Ebert et Hardtberg de Bonn. La caractéristique principale de cette forme d'enseignement est que certaines matières, notamment la géographie, l'histoire et la politique, sont dispensées dans les deux langues (français et allemand) conformément à un concept pédagogique intégré, qui cherche à stimuler les compétences à la fois linguistiques et interculturelles des élèves.

Tout d'abord, les invités furent accueillis par M. Reiner Meier, directeur de la section « Ecoles » de la KMK, qui les salua au nom de cette institution. Dans sa brève intervention, M. Meier fit

valoir l'intérêt particulier que porte la KMK à l'enseignement bilingue et la volonté de cette dernière de poursuivre son soutien à cette forme d'enseignement. Des propos que M. Peter Theiner, directeur du programme « Entente entre les peuples : Europe de l'Ouest et Amérique » de la Robert Bosch Stiftung, qui a par ailleurs, avec le ministère de l'enseignement du Bade-Wurtemberg, apporté un soutien considérable à un projet du dfi visant à la promotion de l'enseignement bilingue, n'a pas manqué de souligner, en ajoutant : « L'enseignement bilingue est un axe autour duquel la France et l'Allemagne peuvent davantage se rapprocher. L'enseignement bilingue a ceci de positif qu'il vise à préserver la pluralité de l'apprentissage des langues étrangères et, en cela, prévient

Lire la suite à la page 4



Les participants à la table ronde (de gauche à droite : F. Dilk, L.-L. Fiedél, P. Palmen, S. Kiesel, S. Nix, A. Ivens, B. Aubert, O. Mentz) abordèrent la question de l'enseignement bilingue sous les aspects les plus divers.

Suite de la page 3

l'uniformisation de l'enseignement linguistique autour d'une seule langue étrangère. » Le discours que prononça ensuite M. Herbert Christ, professeur et co-éditeur de la série « Giessener Beiträge zur Fremdsprachendidaktik » dans laquelle le présent recueil fut publié, alla dans le même sens. Christ présenta les filières bilingues franco-allemandes comme un « exemple phare » dans le paysage éducatif en général et dans celui de l'enseignement bilingue en particulier et salua « la réussite de ce projet politico-linguistique, riche d'un point de vue didactique et dont la portée dépasse les spécificités de chaque matière ». Et l'intervenant de faire aussi valoir le potentiel particulier dont est doté ce projet qui permet d'ouvrir une porte au plurilinguisme si important en Europe.

Ces différents aspects furent repris et approfondis par les participants à la table ronde dont l'animation avait été confiée à Sebastian Nix du dfi. Dans un premier temps, Mme Susanne Kiesel, responsable des lycées d'enseignement général au sein du ministère de l'enseignement du Bade-Wurtemberg, souligna combien il était important de développer la mise en réseau des

différents établissements bilingues franco-allemands, présents sur l'ensemble du territoire allemand, entre eux et de ces derniers avec des partenaires en France. A ce sujet, en se basant sur les résultats d'une enquête sur l'enseignement bilingue et son environnement, M. Olivier Mentz, professeur à la Haute Ecole de Pédagogie de Fribourg, exposa trois problèmes importants auxquels les enseignants des sections bilingues sont confrontés dans la pratique : une situation matérielle des plus déplorables, des lacunes dans la formation et, parfois, un manque d'enthousiasme de la part des équipes dirigeantes et enseignantes des établissements vis-à-vis de l'enseignement bilingue franco-allemand du fait de l'importance indéniable prise par l'anglais. Pour Mentz, il s'avère donc d'autant plus nécessaire de continuer à améliorer l'environnement et les structures de l'enseignement bilingue, une tâche à laquelle l'ambassade de France en Allemagne veut également contribuer. M. Bernard Aubert, Conseiller Culturel adjoint de l'Ambassade de France en Allemagne, évoqua à cette occasion les différentes mesures que l'ambassade, qui souhaite à la fois jouer un rôle catalyseur et donner une impulsion forte, et ses nombreux partenaires en Allemagne ont prises pour promouvoir l'apprentissage de la langue française.

Ensuite, Mme Angelika Ivens, représentante de la Chambre de commerce et d'industrie d'Aix-la-Chapelle, rappela que des connaissances en français pouvaient être un atout professionnel majeur du fait, notamment, des relations économiques extraordinairement étroites entre la France et l'Allemagne : « Certes, on entend souvent dire que l'anglais est également utilisé dans le commerce franco-allemand. Mais, en réalité, cela n'est que rarement le cas [...] La France est pour l'Allemagne le partenaire commercial le plus important et vice versa. Et cela se traduit par des besoins concrets en compétences linguistiques. »

Toutefois, comme le fit remarquer M. Friedrich Dilk, enseignant et ancien proviseur du lycée Friedrich-Ebert de Bonn, les cours de langues ne doivent pas être considérés sous le seul angle des avantages matériels qu'ils peuvent engendrer, mais aussi sous la perspective suivante : « L'enseignement bilingue stimule la faculté de chacun à comprendre et à vouloir comprendre l'autre. [...] De toutes façons, on a besoin de deux langues mondiales – et renoncer au français, c'est comme renoncer à la culture. » A la question sur les motivations qui l'ont poussée à opter pour l'enseignement bilingue, Lotta-Lilli Fiedél, élève de la section bilingue franco-allemande du lycée Hardtberg de Bonn, mit également en avant des raisons autres que purement matérielles et intéressées : « Nous avons fait plusieurs échanges et avons participé à des concours. L'enseignement bilingue n'est pas seulement théorique mais est également centré sur la pratique, et c'est ça qui est vraiment génial dans cette section. » Enfin, Paul Palmen, Regierungsschuldirektor à Cologne et président de l'AG Franz-Biling, émit le souhait que le recueil présenté ce jour-là à Bonn, le premier ouvrage entièrement consacré à l'enseignement bilingue franco-allemand, « marquera le début d'une évolution ... qui fera qu'à l'avenir encore plus de mesures seront prises en faveur de l'enseignement bilingue franco-allemand ».

Sebastian Nix nix@dfi.de

Changement de personnel au bureau parisien du dfi

Le 1er avril Wolfram Vogel a succédé à Wibke Ljucovic au bureau parisien du dfi. Nous souhaitons à Wibke Ljucovic, partie travailler en Irlande, bonne chance pour l'avenir, aussi bien sur un plan professionnel que personnel.



Wolfram Vogel vogel@dfi.de



Lors de la présentation officielle du recueil à Bonn, les auditeurs suivirent avec attention les propos des intervenants et des participants à la table ronde.

Une gestion réussie de la politique de l'intégration

Consultations des Maires de France et d'Allemagne les 15 et 16 mars 2007 à Stuttgart

Plus de 100 acteurs venus d'Allemagne, de France et de l'Union européenne ont assisté les 15 et 16 mars 2007 à la Haus der Wirtschaft de Stuttgart aux Consultations des Maires de France et d'Allemagne sur le thème « La gestion de la politique de l'intégration et de l'égalité des chances au niveau des communes ». Lors de cette conférence, une place importante fut accordée à la présentation d'expériences et de programmes menés dans les villes d'Avignon, de Essen, de Hambourg, de Lille, de Marseille et de Stuttgart. L'éducation joue un rôle déterminant dans la réussite de l'intégration, surtout pour les enfants qui ne sont pas encore en âge d'être scolarisés. La conférence a été financée par la Robert Bosch Stiftung et la Fondation Freudenberg et organisée par l'Institut Franco-Allemand (dfi).

Il a été surprenant de constater combien, dans leur quotidien, les affaires communales se ressemblent, malgré les différences entre les deux pays dans l'organisation de l'Etat et dans l'approche de la citoyenneté. Une explication serait peut-être « qu'il ne s'agit plus de quelques travailleurs immigrés » comme il y a 22 ans (lorsque la Fondation Freudenberg avait choisi de faire de l'intégration un thème de travail), mais, comme le précise Reinhart Freudenberg, président du conseil d'administration de la Fondation Freudenberg, « que cela con-



Maria Böhmer, ministre allemande en charge de la politique d'intégration. La situation des personnes immigrées en Allemagne fut l'un des thèmes abordés lors de cette conférence.

cerne aujourd'hui une grande partie de la population ». La gestion de la politique de l'intégration fait partie des missions sociales incontournables des communes. Maria Böhmer, ministre déléguée à la Promotion de l'égalité des chances, a cité les chiffres suivants: « Dans les grandes villes allemandes, d'ici à 2010, une personne de moins de quarante ans sur deux sera issue d'une famille d'immigrés. Aujourd'hui déjà, l'Allemagne compte plus de 15 millions de personnes issues de l'immigration, soit près d'un cinquième de sa population. » La France affiche des proportions à peu près similaires.

Wassilios Fhtenakis de l'université de Bolzano a fait valoir, en parlant des différends et des

différences entre les hommes, « qu'ils représentent une richesse qu'il faut saluer et cultiver », et le ministre français délégué à la Promotion de l'égalité des chances, Azouz Begag, aurait pu rajouter (s'il n'avait été empêché à la dernière minute): « Venez dans mes banlieues, voyez ce qu'elles ont comme potentiel. » Pour Frank Baasner, directeur du dfi, « mobilisation, construction de ponts entre les différentes parties de la réalité sociale, mise en réseau et missions transversales » sont les mots-clés du débat d'aujourd'hui. Penser l'intégration à travers la promotion sociale ne suffit plus. Dieter Berg, président-directeur de la Robert Bosch Stiftung, veut faire en sorte que « la société civile construite des ponts là où la politique ne réagit pas ou n'a pas encore réagi ». Afin de soutenir ce projet, la Robert Bosch Stiftung ainsi que la Fondation Freudenberg ont lancé, avec huit autres fondations en Europe, un programme européen pour l'immigration et l'intégration.

Brigitte Veit veit@dfi.de

Nouveau programme pour jeunes journalistes

En coopération avec l'école de journalisme de Sciences Po et le dfi

En initiant un nouveau programme destiné à de jeunes journalistes français et allemands, la Robert Bosch Stiftung souhaite contribuer à l'internationalisation de la formation journalistique dans ces deux pays et renforcer les connaissances des futurs journalistes sur le pays voisin. Ce programme, organisé pour la première fois en 2007, s'adresse à de jeunes journalistes en formation ayant une bonne maîtrise de la langue française ou allemande.

L'hypothèse centrale de ce projet est que la coopération transfrontalière dans le domaine du journalisme dépend des contacts personnels et des réseaux établis au préalable entre les journalistes et de la compréhension réciproque des différentes

structures dans lesquelles s'exerce cette profession en France et en Allemagne. Pour cela, les jeunes journalistes (dix français et dix allemands) retenus pour participer à ce programme recevront, lors de séminaires spécifiques et de stages, nombre d'infor-

Robert Bosch Stiftung

mations pour mieux comprendre la réalité politique et sociale du pays voisin. Le dfi et l'école de journalisme de Sciences Po Paris sont chargés de l'organisation et de la réalisation de ce programme. Les inscriptions sont closes pour l'année 2007, mais le programme sera reconduit en 2008.

Frank Baasner baasner@dfi.de



Le nouveau programme destiné à de jeunes journalistes a pour but de contribuer à l'internationalisation de la formation journalistique.

La participation des jeunes des quartiers sensibles : un échange entre des jeunes de Strasbourg et de Stuttgart

En février 2007, le dfi a mis en œuvre un projet d'échange entre de jeunes Français et de jeunes Allemands majoritairement issus de l'immigration. Une trentaine de jeunes vivant dans des quartiers sensibles de Strasbourg et de Stuttgart ont pris part à ce programme de deux jours (une journée fut organisée à Strasbourg et une autre, un peu plus tard, à Stuttgart) grâce auquel ils ont pu faire la connaissance de jeunes d'une autre ville et discuter de leurs expériences et de leurs problèmes. Les nombreuses activités et visites organisées pour l'occasion ont permis aux jeunes, tour à tour, de montrer leur ville et leur quartier à leurs invités et à ces derniers de découvrir une ville que la plupart d'entre eux ne connaissaient pas encore. L'un des intérêts de cet échange a été de donner aux jeunes présents la possibilité de faire des comparaisons entre ce qui leur est familier, connu et ce qui leur est étranger, inconnu, une expérience nouvelle pour beaucoup d'entre eux et qui a favorisé une prise de conscience plus différenciée et plus mesurée de leur propre situation et identité.

Ce programme d'échange s'inscrit dans la droite ligne de l'initiative franco-allemande « intégration et égalité des chances », lancée lors du 6ème Conseil des Ministres franco-allemand en mars 2006 et dont l'objectif est de faire de ces questions un thème majeur de la coopération franco-allemande, notam-



Les jeunes Strasbourgeois lors de leur visite à Stuttgart le 28 février 2007 : une occasion pour eux de découvrir l'environnement social de leurs camarades allemands.

ment à l'échelon local (cf. dfi aktuell 1/2007). S'il ne fait aucun doute que l'intégration et l'égalité des chances sont les clés de l'avenir économique, social, culturel et politique de l'Europe, ce n'est qu'en donnant à chacun la possibilité de participer à la vie de la société que ces défis pourront être relevés. C'est pourquoi le dfi a organisé cet échange franco-allemand spécialement destiné aux jeunes des quartiers sensibles pour qui les possibilités de participation sociale et d'échange avec des jeunes du pays voisin sont, bien souvent, très limitées. En effet, en conditionnant leur participation à un apprentissage linguistique préalable, la plupart des formes d'échange franco-allemand traditionnelles s'avèrent inappropriées et inaccessibles pour ces jeunes déjà défavorisés à de nombreux égards, alors même que beaucoup d'entre eux possèdent les compétences requises pour de tels échanges, compétences qu'ils ont développées au sein d'un environnement familial multiculturel et plurilingue. Le dfi a réalisé ce projet avec différents partenaires français et allemands. Au nombre des partenaires strasbourgeois, on compte le Relais-Emploi de Koenigshoffen, le Centre socio-culturel « Camille Claus » de Koenigshoffen et la

Ligue d'Alsace de football, qui sont autant d'institutions présentes sur le terrain dans les quartiers difficiles de la ville, ainsi que l'Observatoire régional de l'intégration et de la ville (ORIV), dont le travail consiste essentiellement à produire et à diffuser de l'information sur les politiques d'intégration et de la ville. Tout comme leurs collègues français, les partenaires de Stuttgart, la maison de quartier internationale « Haus 49 » et l'école primaire et secondaire « Ostheim », possèdent une grande expérience dans les domaines de l'intégration et du travail de quartier qui a pu être mise à profit lors de ce projet. La réussite de la coopération avec ces institutions, avec le service « intégration » de la ville de Stuttgart et avec le Relais-Emploi de Strasbourg a contribué à la mise en place d'un réseau durable d'acteurs locaux œuvrant, à Strasbourg et à Stuttgart, en faveur de l'intégration des jeunes.

Un rapport complet sur ces deux journées se trouve à votre disposition sur [le site Internet](#) du dfi. Cet échange a été rendu possible grâce au soutien financier du Auswärtiges Amt.

Isabelle Kempf ikempf@dfi.de

dfi service

Les revues et annuaires de la « Frankreich-Bibliothek » répertoriés dans la base de données nationale ZDB

La bibliothèque du dfi possède nombre de revues et annuaires ayant pour objet la France et les relations franco-allemandes. Elle est d'ailleurs abonnée à pas moins de 250 revues et autant d'annuaires, dont certains titres ne se trouvent que dans quelques bibliothèques en Allemagne et parfois même qu'à Ludwigsburg. Entretemps, la Frankreich-Bibliothek a commencé, avec l'aide de la Württembergische Landesbibliothek, à répertorier ses collections de périodiques dans la base de données nationale des revues et périodiques (ZDB), la plus importante base de données pour les publications en série au monde. Aujourd'hui, plus de 800 titres issus des collections de la bibliothèque du dfi sont référencés dans cette base de données [en ligne](#) ainsi que des informations détaillées sur leur présence à la bibliothèque (notamment les

dates de début et de fin d'abonnement). Ces données sont actualisées et complétées en permanence.

Sebastian Nix nix@dfi.de

Deutsch-Französisches Institut
Asperger Straße 34
D-71634 Ludwigsburg
Tel +49 (0)7141 93 03 0
Fax +49 (0)7141 93 03 50
www.dfi.de
info@dfi.de
Rédaction: Sebastian Nix
Directeur de la publication:
Prof. Dr. Frank Baasner

Agenda

22 mai

Conférence « Quelle place pour le français et l'allemand dans l'entreprise de demain ? » ; Strasbourg

6 juin

Conférence « France-Allemagne : dialogue entre communes » sur le thème « Projet urbain, changement démographique et égalité des chances », organisée conjointement avec la Fondation Wüstenrot ; Berlin.

13-17 juin

Séminaire d'information pour journalistes allemands à Marseille à l'occasion des élections françaises.

28-30 juin

Conférence annuelle du dfi sur le thème « Les 50 ans de la Ve République – Performance et crise d'un système politique » ; Ludwigsburg.

Hannelore Braun braun@dfi.de

Compte-rendu de l'ouvrage : « Frankreichs Staatspräsident in der politischen Kommunikation »

Seggelke, Sabine: *Frankreichs Staatspräsident in*



der politischen Kommunikation: Öffentlichkeitsarbeit in der V. Republik. – Berlin: LIT, 2007. – 368 S., 34,90 Euro. Cote de l'ouvrage à la Frankreich-Bibliothek: FF 150.SEG

La campagne électorale en vue du scrutin présidentiel de 2007 a mis en évidence, plus que n'importe autre campagne présidentielle sous la Ve République, le rôle des médias dans la vie politique française. Toutefois, cette interaction étroite entre le champ politique et les médias ne se limite pas aux seules périodes de campagne électorale : de manière générale, les acteurs politiques ont besoin des médias pour relayer leurs positions auprès de l'opinion publique et, pour les journalistes, les informations émanant des acteurs politiques eux-mêmes ou de leur entourage sont des sources dont ils ne peuvent se passer. Il est donc surprenant que jusqu'à présent aucune étude systématique n'ait été menée, en France ou dans d'autres pays, sur l'évolution de l'interaction entre la politique et les médias en France. C'est ce vide que l'ouvrage de Sabine

Seggelke, extrait de la thèse que l'auteur a réalisée dans le cadre du collège doctoral européen de l'Université Technique de Dresde et de l'École Pratique des Hautes Etudes de Paris, entend combler.

L'auteur commence par passer en revue les travaux de recherche consacrés au domaine encore jeune de la communication politique puis présente son modèle d'analyse des interactions complexes entre la politique et les médias, un modèle qui s'intéresse aussi bien aux acteurs qu'aux structures dans lesquelles ils évoluent. Dans cette enquête, la place spécifique qu'occupe le président de la République dans le paysage institutionnel français fait l'objet d'une attention particulière. A partir de l'analyse qualitative de nombreuses sources bibliographiques et médiatiques ainsi que des résultats d'une trentaine d'entretiens avec des spécialistes de la communication politique (des conseillers en communication des présidents et des journalistes, par ex.), Sabine Seggelke retrace l'évolution des stratégies de communication politique des présidents de la République française depuis 1958. Cet ouvrage s'articule autour de plusieurs axes thématiques : les structures en charge de la communication et des relations publiques au sein du Palais de l'Élysée, les interactions entre l'Élysée et les représentants des médias, les instruments de communication directe entre le président et l'opinion

publique et, enfin, les principes, mécanismes et stratégies de la communication politique présidentielle.

Cet ouvrage fournit une description détaillée des relations entre le président de la République et les journalistes dans la France d'aujourd'hui ainsi que de la façon dont elles se sont développées depuis 1958, laquelle description met en avant, pour n'évoquer qu'une partie des résultats de cette enquête, combien la conception de la fonction présidentielle par chacun des présidents et l'évolution permanente de la pratique constitutionnelle sous la Ve République ont influencé ces relations. De même, l'auteur montre comment certaines évolutions technologiques dans la sphère médiatique, telle que l'importance accrue d'Internet, ont poussé les formes et les instruments de la communication politique présidentielle au changement. Dans ce contexte, on constate une certaine professionnalisation du domaine de la communication politique avec, notamment, la montée en puissance des conseillers en communication recrutés dans le milieu journalistique ou dans celui du marketing. Enfin, Seggelke distingue trois grandes tendances dans l'attitude des différents présidents de la Ve République vis-à-vis de la communication politique. Alors que pour le Général de Gaulle la discrétion et le silence étaient les garants du crédit accordé au président, Valéry Giscard d'Estaing était plutôt partisan d'une « décripation » de la vie politique. C'est avec François Mitterrand qu'est apparu le principe de « l'écriture médiatique », selon lequel il convient de concilier la fonction symbolique du président, qui, comme dans la tradition monarchique française, personnifie la nation, avec une plus grande proximité avec les citoyens et une plus grande réceptivité aux problèmes de la vie de tous les jours.

De manière générale, on peut dire que Seggelke est parvenue, en appuyant son analyse sur l'institution présidentielle, centrale dans le système politique de la Ve République, à faire une présentation riche en contenu et en détails de l'évolution des interactions entre les champs politique et médiatique en France. Seules la surabondance des faits et la disparité des sources d'information sur les présidents successifs de la Ve République (probablement inévitables vu l'étendu du sujet) rendent parfois difficile la lecture de certaines parties de cet ouvrage. Toutefois, cette lacune est plus que compensée par la qualité de la synthèse produite par l'auteur à partir des résultats les plus importants de son enquête. Aussi ne fait-il aucun doute que ce travail contribuera à enrichir la littérature scientifique sur la communication politique en France.

S.N.

Nouveau: Bilinguier Unterricht in der Zielsprache Französisch

Cela fait presque quarante ans que la première filière bilingue franco-allemande vit le jour dans un « Gymnasium » (établissement d'enseignement secondaire général, équivalent du collège/lycée) allemand. Aujourd'hui, ce sont plus de 80 « Gymnasien », répartis sur l'ensemble du territoire allemand, qui proposent cette forme d'enseignement bilingue, faisant ainsi figure de modèle pour le développement de nombreuses offres similaires en Allemagne et dans d'autres pays.

Ce recueil, qui retrace l'évolution de l'enseignement bilingue franco-allemand et présente également les perspectives des cursus bilingues, est le résultat d'un projet mené depuis 2004 avec le soutien de la Robert Bosch Stiftung et du ministère de l'enseignement du Bade-Wurtemberg, visant à promouvoir l'enseignement bilingue franco-allemand dans certaines matières.

Les contributions à cet ouvrage sont de différente nature et ont été produites aussi bien par des représentants du milieu scolaire, des spécialistes en sciences de l'éducation que par des parents et des élèves. Cette variété des témoignages per-

met de dresser un tableau complet et nuancé des cursus bilingues franco-allemands, tenant compte à la fois des conditions générales de fonctionnement de ces filières, des questions de méthode et de didactique et du contexte plus large de l'offre bilingue dans les deux langues.

Ce recueil s'adresse à toutes les personnes qui s'intéressent à l'enseignement bilingue français-allemand, que ce soit d'un point de vue théorique ou d'un point de vue pratique.

Sebastian Nix nix@dfi.de



Olivier Mentz/
Sebastian Nix/
Paul Palmen
(Hrsg.): *Bilinguier Unterricht in der Zielsprache Französisch: Entwicklung und Perspektiven. – Tübingen: Narr, 2007. – 320 S., 36 Euro*